

LA LIBERTÉ

ORGANE OUVRIER, PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES

ABONNEMENTS-VILLE:
Trois mois \$ 0.60
CASILLA CORREO 759

Communications, Correspondance et Abonnements:
CASILLA CORREO N° 759

ABONNEMENTS-PROVINCE:
Trois mois \$ 0.60
CASILLA CORREO 759

Buenos Aires, 19 Août 1894.

AUTONOMIE ET SOLIDARITÉ

Si nous devons énumérer toutes les sottises, toutes les légendes que les plumeux bourgeois ont écrit sur notre compte, il nous faudrait tout un volume, et nous ne nous en occuperions pas si ce n'était que nous avons maintes fois vu des hommes intelligents les colporter comme véridiques. Il y en a une, entre autre, particulièrement curieuse, en ce sens qu'ils nous prêtent des théories auxquelles nous sommes absolument opposés; ils nous montrent, par exemple, comme étant ennemis de toute organisation, rêvant une société où chacun tirant à hue et à dia, nous assisterions au plus beau désordre que l'on puisse rêver, se basant, pour appuyer leur argument, sur ce que nous demandons pour chacun des membres de la société l'autonomie la plus complète, ne s'apercevant pas que ce désordre, qu'ils nous reprochent de vouloir provoquer, existe au plus haut degré dans la société actuelle où il y a cependant une puissante organisation, dont ils nous font un crime de vouloir détruire.

Ce que nous voulons, avant tout, c'est que tous les individus possèdent la plus grande somme de bien-être et de liberté possible; partant de ce principe, et étant convaincus que ces individus peuvent augmenter ce bien-être et cette liberté en combinant leurs efforts, nous sommes donc, au contraire, partisans de l'organisation; seulement, cette organisation où chacun des membres de la société aurait sa complète liberté d'action, n'implique pas un principe centralisateur où tout viendrait converger et où l'ensemble de cette organisation se trouverait sous la domination de ce principe centralisateur comme cela se produit actuellement avec le régime bourgeois.

L'organisation doit être en vue de produire davantage avec une dépense moindre de force, c'est-à-dire que les efforts de chacun doivent être combinés

pour un résultat à obtenir dans la production, tout en laissant à chacun la plus grande liberté possible, telle, par exemple, la famille, dans certains cas, où tous les membres, dans un effort commun, contribuent au bien-être dont chacun profite, tout en conservant une autonomie complète, et où nous voyons quelquefois, en dépit d'une éducation défectueuse à tous les points de vue, et d'influences néfastes, régner une harmonie parfaite.

Il y a, par exemple, encore aujourd'hui, plus de la moitié des travailleurs qui produisent avec les vieilles routines, c'est-à-dire individuellement, sans mettre à profit les progrès réalisés tant dans l'industrie que dans l'agriculture, d'où il résulte naturellement une perte énorme pour la collectivité, ceci, pour la raison que le dualisme des intérêts sur lequel la société est établie, ne leur a jamais permis d'acquiescer les machines perfectionnées, accessibles seulement aux gros capitalistes, voir même quelquefois qu'aux sociétés anonymes. Nous pensons donc que toutes ces forces productives qui, aujourd'hui, par un vice d'organisation, ne satisfont personne, pourraient donner des résultats profitables à tous par une transformation dont ceux qui possèdent les connaissances techniques, c'est-à-dire les ouvriers eux-mêmes, auraient à s'occuper une fois débarrassés de la propriété individuelle qui fait le régime actuel.

Cette organisation ne serait pas une autorité dont chacun des membres aurait à supporter les funestes effets, mais une libre entente entre tous les ouvriers d'une même branche qui, en raison de la grande production qui résulterait de l'association de leurs efforts, laisserait à chacun une plus grande somme de bien-être, de liberté; production qui augmenterait sans cesse par l'utilisation des progrès réalisés dans le machinisme et par la facilité de se procurer ces machines selon les nécessités, contrairement à aujourd'hui.

Nous pensons que les individus s'étant organisés ou associés pour l'accomplissement d'un travail, en raison que cette association aurait été librement consentie, qu'ils auraient obéi à leur propre volonté, respectivement, accompliraient d'autant plus volontiers ce qu'ils auraient décidé que leurs in-

térêts seraient solidaires, sans qu'il soit nécessaire pour cela d'avoir recours à un patron, à un policier ou à un garde-champêtre pour faire respecter les clauses; car si pendant l'exécution du travail projeté un des membres revenait sur sa décision première, ses camarades se passeraient de lui et trouveraient toujours quelqu'un pour le remplacer comme cela arrive aujourd'hui dans des cas semblables.

D'autre part, comme la plus grande liberté présidera à toute organisation, c'est-à-dire que chaque groupement se trouvant composé d'individus possédant les mêmes connaissances, l'entente sera d'autant plus facile qu'ils se seront groupés par communauté d'idées et que la résolution prise en vue de tels travaux à accomplir sera d'autant plus durable que les causes qui, aujourd'hui, font le désaccord dans les groupements — tel que l'intérêt privé — auront cessé d'exister.

Nous sommes donc partisans d'une organisation, contrairement à ce que disent les journalistes bourgeois, d'une organisation libre, bien entendue, en dehors de tout pouvoir, résultant d'une discussion sur un travail dont l'utilité a été reconnue. Déjà, aujourd'hui, cette organisation libre est mise en pratique par de nombreux camarades: un groupe, en ayant reconnu l'utilité, décide de faire paraître une brochure, un livre, tous les membres, par un effort commun, fournissent, dans la mesure de leurs moyens, l'argent nécessaire et le livre est imprimé; sachant que le camarade qui l'a écrit n'a pas à souffrir de sa publication, qu'elle peut profiter à la collectivité des individus, il l'imprime sans même le consulter. C'est de l'Anarchie en action. Quand les travailleurs auront compris leurs droits, ils feront pour le travail ce que nous faisons aujourd'hui pour un livre, c'est-à-dire que, s'emparant de tous les moyens de production accaparés actuellement par une minorité d'individus, ils les utiliseront au profit de tous par une organisation dont les bases seront l'autonomie dans les groupements et la solidarité dans les intérêts.

MOUVEMENT SOCIAL

Sante Caserio vient d'être exécuté à Lyon. La fin de notre camarade a été celle d'un homme mourant pour une idée, pour une grande Cause, elle a été stoïque. Et maintenant que la justice bourgeoise a suivi son cours, que la poignée de fer a étranglé sa victime, quel est celui qui, envisageant l'avenir, ne sentira pas l'effroi l'envahir devant le menaçant inconnu que vient de créer l'acte sanglant de la prison Saint-Paul ? De quelles responsabilités terribles la bourgeoisie ne se charge-t-elle pas devant l'histoire, en face de ce cadavre mutilé de révolte ? Ne légitime-t-il pas la vengeance et la haine et tout ce qui pourra arriver dans l'avenir ?

Depuis une quinzaine de jours les maçons de Buenos Aires sont en grève. Ils considèrent dérisoire leur salaire (de 1 à 2 piastres par jour) et trop longue la journée de travail. Les grands journaux bourgeois se sont scandalisés de leur attitude vis-à-vis des patrons et conseillent à la police de les surveiller de près. Un de ces journaux s'étonne même qu'on leur eût permis de se réunir, cela constituant un danger sérieux pour la société ! Les prêches au calme n'ont pas manqué non plus, mais nous espérons bien que les maçons ne prendront conseil de d'eux-mêmes et sauront conquérir leur droit *pese a quien pese*.

Les nouvelles lois de répression contre la propagande anarchiste ne chôment pas, en Europe. Tous les jours le télégraphe nous apporte la nouvelle de quelque camarade arrêté et condamné à des années de prison pour un geste suspect ou une parole subversive prononcée en public. La monarchiste Italie et la républicaine France, particulièrement, arrivent bonnes premières dans cette implacable chasse à l'homme. L'une déporte dans des colonies au climat meurtrier des milliers de camarades simplement coupables d'être anarchistes. L'autre est en train de transformer son territoire en une immense géole. C'est par le régime de la terreur florissant en Russie qu'on cherche à étouffer les aspirations libertaires des masses qui, en ce moment, se font jour sous mille formes menaçantes dans tous les pays, mais c'est en vain : il n'est plus au pouvoir de la bourgeoisie d'enrayer le courant révolutionnaire qui va la balayer ; les mesures de rigueur prises dans un moment d'affolement contre l'Anarchie prouvent seules la violence inutile de son agonie comme elles font la preuve de la vitalité, de l'énergie toujours plus grande de la Révolte assiégeant l'édifice vermoulu de la société bourgeoise.

Les camarades poursuivis pour association de malfaiteurs, à Paris, viennent d'être acquittés par le jury qui n'a pas trouvé dans les faits relevés contre eux

— discours, écrits, etc., — excepté pour deux ou trois d'entre eux, matière à condamnation.

Ce pauvre Bulot est capable d'en faire une maladie. S'il pouvait en crever !

Un nouveau congrès ouvrier va avoir lieu, le 1^{er} octobre à Milan, en Italie. Il y sera traité principalement des secours à accorder aux ouvriers victimes d'accidents de travail.

Avec une caisse spéciale pour ce genre de chômage forcé et la revendication de la journée des trois huit, ils n'en demandent pas plus ; décidément, il y a encore de beaux jours pour l'exploitation patronale et les cornacs conducteurs de l'insipide bête qui est le peuple.

Quoique la grève des employés des chemins de fer nord-américains soit présentée comme terminée, il n'en est pas moins certain qu'un grand nombre de grévistes n'ont pas repris le travail et continuent une guerre sans relâche contre les compagnies. C'est ainsi que, ces jours derniers, un ouvrier plaçait une cartouche de dynamite sur la voie ferrée afin de faire sauter un train, et que d'autres grévistes, à Lincoln, enlevaient les rails sur une bonne longueur et faisaient dérailler un convoi arrivant à toute vapeur, résultant onze morts et un grand nombre de blessés. La situation est donc loin d'être calmée et aussi satisfaisante pour les gros capitalistes exploités qu'on voudrait le faire croire ; et la liquidation finale est peut-être plus proche qu'on ne le pense et que certains le voudraient.

Notre camarade Elisée Reclus vient de terminer son cours de philosophie de géographie comparée que, sur l'invitation des Cercles Universitaires belges il était allé donner à Bruxelles. L'auditoire, composé en majorité de professeurs venus de tous les pays, a fait une véritable ovation au savant géographe lorsque celui-ci a eu fini d'exposer les résultats de sa méthode.

Ces cours se continueront l'hiver prochain, à l'Institut supérieur des Hautes Etudes.

La Situation

Décidément, nous marchons à grands pas vers la Révolution, vers une commotion qui, éclatant dans un pays, va se propager, comme en 1848, dans tous les pays voisins, et secouant la société actuelle jusque dans ses entrailles, viendra renouveler les sources de la vie.

Pour confirmer notre idée, nous n'avons même pas besoin d'invoquer les témoignages d'un célèbre historien allemand — (Gervinus), — ou d'un philosophe italien très connu — (Ferrari), —

qui, tous deux, après avoir approfondi l'histoire moderne, concluaient à la fatalité d'une grande révolution vers la fin de ce siècle. Nous n'avons qu'à observer le tableau qui s'est déroulé sous nos yeux pendant les vingt dernières années ; nous n'avons qu'à envisager ce qui se passe autour de nous.

Nous constaterons alors que deux faits prédominants se dégagent du fonds grisâtre de la toile : le réveil des peuples, à côté de la faillite morale, intellectuelle et économique des classes régnautes ; et les efforts impuissants, agonisants des classes aisées, pour empêcher ce réveil.

Oui, le réveil des peuples.

Dans l'usine suffocante, comme dans la sombre gargoie, sous le toit du grenier, comme dans la galerie ruisselante de la mine, s'élabore aujourd'hui tout un monde nouveau. Dans ces sombres masses, que la bourgeoisie méprise autant qu'elle les craint, mais du sein desquelles est toujours parti le souffle qui inspirait les grands réformateurs, — les problèmes les plus ardues de l'économie sociale et de l'organisation politique viennent se poser l'un après l'autre, se discutent et reçoivent leurs solutions nouvelles, dictées par le sentiment de justice. On tranche dans le vif des plaies de la société actuelle. De nouvelles aspirations se produisent, de nouvelles conceptions s'ébauchent.

Les opinions s'entre-croisent, varient à l'infini : mais deux idées premières résonnent déjà de plus en plus distinctement dans ce bourdonnement des voix : l'abolition de la propriété individuelle, le communisme d'une part ; d'autre part, l'abolition de l'Etat, la Commune libre, l'union internationale des peuples travailleurs. Deux voies convergeant vers un même but : l'Egalité. Non pas cette hypocrite formule d'égalité, inscrite par la bourgeoisie sur ses drapeaux et dans ses codes pour mieux asservir le producteur ; mais l'Egalité réelle : la terre, le capital, le travail pour tous.

Les classes régnautes ont beau étouffer ces aspirations. Elles ont beau emprisonner les hommes, supprimer les écrits. L'idée nouvelle pénètre dans les esprits, elle s'empare des cœurs comme jadis le rêve de la terre riche et libre en Orient s'emparait des cœurs des serfs, lorsqu'ils accouraient dans les rangs des croisés. L'idée peut sommeiller un moment ; si on l'empêche de se produire à la surface, elle peut miner le sol ; mais ce sera pour reparaitre bientôt, plus vigoureuse que jamais. Voyez seulement le réveil du socialisme en France, ce second réveil dans le court espace de quinze ans. La vague, tombée un moment, se relève plus haute. Et dès qu'une première tentative de mettre l'idée nouvelle en pratique aura été faite, l'idée surgira aux yeux de tous dans sa simplicité, avec tous ses attraits. Une seule tentative réussie — et la conscience de leur force donnera aux peuples un élan héroïque.

Ce moment ne peut être éloigné. Tout le rapproché : la misère même, qui force le malheureux à réfléchir, et jusqu'au chômage forcé, qui arrache l'homme pensant à l'enceinte étroite de l'ate-

lier, pour le lancer dans la rue, où il apprend à connaître à la fois les vices et l'impuissance des classes régnautes.

Et, pendant ce temps-là, que font-elles, ces classes régnautes ?

Tandis que les sciences naturelles prennent un essor qui nous rappelle le siècle passé aux approches de la grande révolution ; tandis que de hardis inventeurs viennent entr'ouvrir chaque jour de nouveaux horizons à la lutte de l'homme contre les forces hostiles de la nature, — la science sociale bourgeoise reste muette : elle remâche ses vieilles théories.

Progressent-elles peut-être, ces classes régnautes, dans la vie pratique ? — Loin de là. Elles s'acharnent obstinément à secouer les lambeaux de leurs drapeaux, à défendre l'individualisme égoïste, la concurrence d'homme à homme et de nation à nation, l'omnipotence de l'Etat centralisateur.

Elles passent du protectionnisme au libre échange, et du libre échange au protectionnisme, de la réaction au libéralisme et du libéralisme à la réaction ; de l'athéisme à la momerie et de la momerie à l'athéisme. Toujours peureuses, toujours le regard tourné vers le passé, toujours de plus en plus incapables de réaliser quoi que ce soit de durable.

Tout ce qu'elles ont fait a été un démenti formel à ce qu'elles avaient promis.

Elles nous avaient promis, ces classes régnautes, — de nous garantir la liberté du travail, — et elles nous ont faits esclaves de l'usine, du patron, du contre-maître. Elles se sont chargées d'organiser l'industrie, de nous garantir le bien-être, — et elles nous ont donné les crises interminables et la misère ; promis l'instruction, — et nous ont réduits à l'impossibilité de nous instruire ; promis la liberté politique, — et nous ont entraînés de réaction en réaction ; promis la paix, — et amené la guerre, des guerres sans fin.

Elles ont manqué à toutes leurs promesses.

Mais le peuple est las ; il se demande où il en est, après s'être laissé si longtemps berné et gouverné par la bourgeoisie.

La réponse est dans la situation économique actuelle de l'Europe.

La crise, autrefois calamité passagère, est devenue chronique. La crise du coton, la crise en métallurgie, la crise horlogère, toutes les crises se déchaînent aujourd'hui à la fois, s'installent en permanence.

On évalue à plusieurs millions le nombre d'ouvriers sans travail, à l'heure qu'il est, en Europe ; à des dizaines de mille le nombre de ceux qui rôdent de ville en ville en mendiant, ou s'ameutent pour demander, avec menaces, « du travail ou du pain ! » Comme les paysans de 1787 rôdaient sur les routes par milliers, sans trouver sur le riche sol de la France accaparé par les aristocrates un lopin de terre pour le cultiver et une pioche pour le remuer, — de même aujourd'hui, l'ouvrier reste les bras vides, sans trouver la matière première et l'instrument, nécessaires pour produire, mais accaparés par une poignée de faïnéanst

De grandes industries tuées roides, de grandes villes, comme Sheffield, rendues désertes. Misère en Angleterre, surtout en Angleterre, car c'est là que les « économistes » ont le mieux appliqué leurs principes ; misère en Alsace ; la faim en Espagne, en Italie. Chômage partout ; et avec le chômage, la gêne ou plutôt la misère : les enfants livides, la femme vieille de cinq ans au bout d'un hiver ; les maladies touchant à grands coups dans les rangs ouvriers, — voilà où nous en sommes avec leur régime.

Et ils viennent nous parler de surproduction ! Surproduction ! Quand le mineur qui entasse des montagnes de houille n'a pas de quoi se payer un feu au plus rude de l'hiver ? Quand le tisserand qui tisse des kilomètres d'étoffe doit refuser une chemise à ses enfants déguenillés ? Quand le maçon qui bâtit les palais loge dans un taudis, et l'ouvrière, qui fait des chefs-d'œuvre de poupées habillées, n'a qu'un châle troué pour la garantir contre toutes les intempéries ?

Est-ce là ce qu'ils appellent l'organisation de l'industrie ? On dirait plutôt l'alliance secrète des capitaux pour dompter l'ouvrier par la faim.

Le capital, ce produit du travail de l'espèce humaine, accumulé entre les mains de quelques-uns, il fuit, — nous dit-on, — l'agriculture et l'industrie, faute de sécurité.

Mais où donc va-t-il se nicher, lorsqu'il sort des coffres-forts ?

Parbleu ! il a des placements plus avantageux ! Il ira meubler les harems du Sultan ; il ira alimenter les guerres, soutenir le Russe contre le Turc, et, en même temps, le Turc contre le Russe.

Ou bien encore, il ira un jour fonder une société d'actionnaires, non pas pour produire quoi que ce soit, mais simplement pour amener dans deux ans une faillite scandaleuse, dès que les gros bonnets fondateurs se seront retirés en emportant les millions qui représentent « le bénéfice de l'idée. »

Ou bien, ce capital ira construire des chemins de fer inutiles, au Gothard, au Japon, au Sahara s'il le faut, — pourvu que les Rothschild fondateurs, l'ingénieur en chef et l'entrepreneur y gagnent chacun quelques millions.

Mais surtout, le capital se lancera dans l'agiotage : le jeu en grand à la Bourse. Le capitaliste spéculera sur la hausse factice des prix du blé ou du coton ; il spéculera sur la politique, sur la hausse qui se produira à la suite de tel bruit de réforme ou de telle note diplomatique ; et très souvent ce seront, — cela se voit tous les jours, — les agents même du gouvernement qui tremperont dans ces spéculations.

L'agiotage tuant l'industrie, c'est cela qu'ils appellent la gérance intelligente des affaires ! C'est pour cela que nous devons — disent-ils — les entretenir !

Bref, le chaos économique est à son comble.

Cependant, ce chaos ne peut plus durer longtemps. Le peuple est las de subir ces crises, provoquées par la rapacité des classes régnautes : il veut vivre en travaillant, et non pas subir des années de misère, assaisonnées de cha-

rité humiliante, pour deux, trois ans de travail exténuant, plus ou moins assuré quelquefois, mais toujours très mal rétribué.

Le travailleur s'aperçoit de l'incapacité des classes gouvernantes : incapacité de comprendre ses aspirations nouvelles ; incapacité de gérer l'industrie ; incapacité d'organiser la production et l'échange.

Le peuple prononcera bientôt la déchéance de la bourgeoisie. Il prendra ses affaires en ses propres mains, dès que le moment propice se présentera.

Ce moment ne peut pas tarder, à cause même des maux qui rongent l'industrie, et son arrivée sera accélérée par la décomposition des Etats, décomposition galopante qui s'opère de nos jours.

Pierre KROPOTKINE.

(Paroles d'un révolté).

REUNIONS ET CONVOCATIONS

Société cosmopolite des ouvriers torgerous, mécaniciens et annexes, Ayacucho 1394. — Dimanche, 19 août, réunion.

A paru le numéro 13 de *El Derecho a la Vida*. — Adresse : Casilla correo 305, à Montevideo.

Les camarades qui auraient des remises de fonds à faire pour la compagne Pallas, peuvent envoyer à l'adresse suivante :

Angela VALLÉS (viuda Pallas), calle de Rosal, n° 13. — Barcelonné (Espagne).

Richesse et Misère

III

LA SITUATION DES PAYSANS

(Suite.—6).

Dans le midi de l'Europe on constate des faits tout aussi navrants. En Italie, la misère des paysans dépasse peut-être celle des travailleurs des régions orientales. Et ce qu'il y a de plus triste c'est que ce sont les provinces les plus fertiles de cette admirable contrée qui contiennent la plus forte proportion de misérables. Dans les plaines fiévreuses et appauvries de la Toscane et du Latium, où l'implacable *mal'aria* exerce ses ravages, la condition des cultivateurs est déjà atroce, mais elle est pire encore en Lombardie et dans d'autres régions salubres. Là ce n'est pas le mauvais air, mais la faim qui décime les populations, et une horrible maladie, la pellagre, due uniquement à la mauvaise qualité de la nourriture, fait mourir chaque année des milliers de paysans ou les réduit presque à l'état de cadavres. Le

nombre des *pellagrosi* (pellagres) est considérable dans l'Italie du Nord ; en 1879, lors de la dernière enquête officielle faite à ce sujet, on en comptait 97.855 en Lombardie, en Vénétie et dans l'Emilie. Ce chiffre paraît énorme, mais l'on comprend qu'il doit être bien inférieur à la réalité, quand on sait que les paysans des riches plaines lombardes couchent dans des huttes étroites et mal aérées, ne mangent que cette horrible bouillie de maïs, appelée *polenta*, et travaillent de 12 à 16 heures par jour, au profit du maître. Le prolétaire rural est tellement maltraité dans toute l'Italie septentrionale qu'on se demande s'il n'est pas plus heureux de succomber rapidement à la *mal'aria* que de mourir lentement sous le joug du propriétaire ; le riche, dans ces régions, est un fléau pire encore que l'air empesté des marécages.

L'Italie Méridionale est pour les cultivateurs un milieu tout aussi redoutable. En premier lieu les occupations auxquelles ils sont astreints sont des plus pénibles dans une région où la chaleur torride de l'été et l'impaludisme rendent le travail au grand air absolument dangereux. Voici ce que dit à ce propos un auteur qui a visité en détail l'Italie du Sud, F. Lenormant, dans son intéressant ouvrage *La grande Grèce* :

« Dans les grandes chaleurs, lorsqu'on fait les moissons, c'est une véritable campagne, aussi meurtrière que s'il fallait supporter le feu de l'ennemi. L'agriculteur est ici un soldat qui livre un combat en règle contre les influences hostiles de la nature ; et il ne se passe pas de journée sans que quelqu'un des travailleurs ne tombe pour ne plus se relever sur le champ même qu'il moissonne, foudroyé par la fièvre paludéenne ou frappé par l'insolation. Je laisse à penser ce que sont les ravages de la *mal'aria* lorsque le soir les *contadini*, mal nourris, trempés de sueur, n'ont pour coucher que des hangars mal clos ou des appentis de feuillages, où pénètrent librement le froid de la nuit et les exhalaisons humides des marais. »

Ce qui rend la condition des prolétaires plus triste encore, c'est la situation sociale qui leur est faite dans un pays où la féodalité, abolie en droit, existe en fait. Le sol est en effet accaparé presque en entier par quelques grands seigneurs qui ne résident pas sur leurs terres et abandonnent celles-ci à des intendants avides, lesquels tyrannisent et exploitent sans pitié les paysans. Reproduisons ici quelques pages de l'écrivain que nous venons de citer, elles sont cruellement éloquentes :

« Quant au paysan (du Midi de l'Italie), c'est le plus souvent qu'un simple ouvrier agricole, plongé dans la plus dure pauvreté, vivant misérablement au jour le jour, sans qu'un salaire trop minime lui permette d'espérer même d'améliorer sa condition par l'épargne. Ou bien par le fait attaché à la glèbe, ou bien habitué à une vie nomade qui exerce sur lui une influence démoralisante, c'est à peine s'il possède ses instruments de travail, et pour ainsi dire jamais il n'est propriétaire de la demeure insalubre et insuffisante qu'il occupe dans les bourgs infects où la longue insécurité du pays l'a condamné

à s'entasser. Car, dans les provinces méridionales, telle chose que nos villages est inconnue, et avec le village les conditions favorables qu'y fait au paysan la vie dans la maisonnette qu'accompagne un petit potager. Les « *contadini* » de la majeure partie de l'ancien royaume de Naples habitent, à la façon de l'Orient, par villes de plusieurs milliers d'âmes, dont l'agglomération assure, dans une certaine mesure, une protection réciproque contre les brigands et les pirates. Ces villes, dans un but de défense, se sont généralement établies dans des lieux difficiles d'accès et que sépare d'ordinaire une journée de marche. À part quelques maisons bourgeoises, le bourg est possédé tout entier par un grand propriétaire, en général celui dont les habitants cultivent le domaine. À son égard, ils sont des tenanciers sans bail fixe, sans garantie d'aucune sorte, que la simple volonté du propriétaire ou de son intendant peut, du jour au lendemain, expulser de leur demeure et jeter dehors sans feu ni lieu, sans travail et sans ressources. La condition est la même dans la majeure partie de l'Italie. »

« Le paysan de ces contrées est donc toujours « l'animal farouche » dont parle La Bruyère, « noir, livide et tout brûlé du soleil, attaché à la terre qu'il fouille et remue. » C'est de lui qu'on peut dire sans exagération « qu'il se retire la nuit dans des tannières où il vit de pain noir, d'eau et de racines. » Sous prétexte qu'il est incapable d'apprendre quelque chose de plus perfectionné, de se servir des moyens de transport et des instruments de l'homme civilisé, mais en réalité par une sordide économie, on le fait travailler de la même façon que les « *tellahs* » égyptiens. Et encore en Egypte le travail agricole est relativement doux, le climat parfaitement sain. Il ne s'agit pas, comme ici, d'ouvrir un sol dont les vapeurs développent la maladie, de remuer des vases liquides dans des marais empestés. « Qui pourrait « jamais croire, sans être venu dans ces contrées, qu'il existe en Europe, dans « un grand royaume civilisé, des can- « tons où l'on peut voir curer les fossés « des prairies marécageuses en n'ayant « que des paniers pour enlever les va- « ses, en employant au lieu de bêtes de « somme de pauvres femmes, des jeunes « filles et des enfants, littéralement « noyés sous la boue qui découle de l'o- « sier disjoint sur leurs têtes et leurs « vêtements. C'est un spectacle de mi- « sère et de dégradation au-delà duquel « rien ne peut aller, et qui, lorsqu'on en « a été témoin, ne s'efface plus du sou- « venir. »

« Que si le paysan s'élève à la condition de métayer, de maître d'une « *massaria* », sa souffrance est moins grande, sa vie, bien que dure encore, devient supportable, il peut s'assurer quelques bénéfices, se mieux nourrir et se bien vêtir... Mais c'est à la condition d'être l'homme-lige, le serviteur absolument obéissant des moindres caprices de celui à qui le propriétaire a confié l'exploitation de son domaine ou des agents de celui-ci. Malheur au métayer qui voudrait, en quelque chose, garder une ombre d'indépendance, qui hésiterait à obéir à un ordre quelconque du « *fattore* », qui montrerait la velléité de

résister à une de ses exigences ! Car rien ne garantit sa situation, rien ne lui assure une durée fixe de possession de la « *massaria* », en vertu d'une convention réciproque. Le « *fattore* » ou « *mercante di campagna* » prend à ferme du propriétaire l'exploitation de sa terre, mais le paysan n'a pas de bail à terme déterminé, formulé régulièrement par un acte écrit et qui fasse foi en justice. Ou bien c'est une faveur récente et chèrement achetée qui l'a choisi, parmi les simples ouvriers, pour l'installer dans les métairies, ou bien, ce qui est le cas le plus habituel, il tient celle qu'ont occupée ses pères de temps immémorial, de telle façon qu'il en arrive à se persuader qu'il a en équité un droit légitime d'usufruitier, sous de certaines conditions. Mais sa possession est essentiellement précaire, parce qu'elle ne repose sur aucun titre et qu'elle se perpétue seulement par voie de tacite reconduction, qui n'y assigne pas une durée fixe. Et chaque année, à des époques que la coutume a déterminées, le propriétaire ou son représentant peut exercer contre lui un pouvoir d'éviction sans recours. C'est le régime agraire de l'Irlande, avant qu'on eût tenté d'y porter remède par des réformes encore insuffisantes...

(A suivre).

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR LA PROPAGANDE

P., 1 — Un communard, 0.50 — Un inconnu, 2 — J. F., 2 — P., 1 — X., 5. — Total : 11 \$ 50.
M. N. (London), 2 livres.
A ce jour : 543.92 \$.

PETITE CORRESPONDANCE

M. N., Clapton Park, (London). —
Avons reçu lettre et envoi. Merci.

BIBLIOTHÈQUE DE « LA LIBERTÉ »

MICHEL BAKOUNINE :
Dieu et l'Etat..... 0.60
PIERRE KROPOTKINE :
La Loi et l'Autorité..... 0.10
Le Salarial..... 0.10
L'Anarchie dans l'Evolution So-
cialiste..... 0.10
ELISÉE RECLUS :
Les Produits de l'Industrie..... 0.10

Faire directement les demandes par
la poste : Casilla del correo 759.

LA LIBERTÉ

se trouve en vente aux kiosques des
places Victoria, Monserrat, Libertad,
Lavalle, Viamonte, Constitucion et On-
ce de Setiembre.

Le demander également aux crieurs.